

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

L'indice baisse, les prix montent

L'indice des prix, en août, a augmenté de 0,5 %, un chiffre plus bas que celui des mois précédents. Cela a de quoi surprendre quand on sait que c'est l'époque où les travailleurs constatent un peu partout une augmentation importante des prix.

C'est d'une manière toute artificielle que l'indice baisse chaque année en août. Le gouvernement s'empresse, quant à lui, de crier victoire et d'annoncer une sévère réglementation des prix en 1978 : l'eau, les transports, les loyers, etc. ne pourraient augmenter de plus de 6,5 %. Mais n'est-ce pas ce que Barre avait déjà promis l'année dernière ? Et les prix n'ont-ils pas augmenté de plus de 10,5 % en un an, d'après les chiffres officiels eux-mêmes !

Marchandages pour le pouvoir

MITTERRAND ET MARCHAIS VEULENT SE SERVIR DES TRAVAILLEURS

Si l'annonce, le même jour, d'une conférence de presse de Mitterrand et d'un discours de Marchais avait fait naître des illusions chez certains travailleurs, ils ont dû être bien déçus.

«Notre porte est ouverte», a déclaré Mitterrand, nos partenaires, nous les attendons, nous les espé-

rons». Mais il a rappelé deux conditions : «Ne faire aucune promesse qui ne puisse être tenue. Ensuite, ne rien faire qui puisse renforcer l'appareil centralisateur d'État».

Autrement dit, l'Union de la gauche au pouvoir devra exiger des sacrifices des travailleurs. Par ailleurs, il tient la dragée haute au

PCF sur la question des nationalisations.

Au meeting de la porte de Pantin, Marchais a appelé une salle de militants et de sympathisants à resserrer les coudes. «Notre objectif reste et restera, a-t-il déclaré, la réalisation d'un bon accord autour de la politique démocratique réelle-

● Chine

VISITE D'UNE DELEGATION DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Mercredi est arrivée à Pékin une délégation officielle du Kampuchéa démocratique. Elle est dirigée par le premier ministre Pol Pot, secrétaire du Parti communiste, accompagné du vice-premier ministre des

Affaires étrangères, Ieng Sary.

A l'aéroport, la délégation fut accueillie chaleureusement par Houa Kou-feng et Teng Hsiao-ping.

Cette visite est la deuxième effectuée en Chine par le gouvernement révolutionnaire. En août 75, Kieu Samphan, actuellement chef d'État du Kampuchéa, avait rencontré les dirigeants de la République populaire de Chine. A cette époque, les bases de la coopération sino-cambodgienne avaient été mises au point afin de poursuivre l'aide apportée par la Chine, lors de la lutte contre l'impérialisme américain et ses laquais.

Depuis, la Chine n'a cessé d'aider et soutenir le Kampuchéa face à toutes les calomnies déversées par tous les impérialistes. Durant les 5 années du régime de Lon Nol, la Chine a apporté un soutien diplomatique, moral et matériel décisif aux combattants révolutionnaires.

Le «Renmin Ribao» de mercredi présentait un éditorial de bienvenue à la délégation. Ce dernier insiste sur l'amitié indestructible qui lie les peuples chinois et du Kampuchéa dont les bases sont les «principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien».

17e anniversaire du Parti communiste du Kampuchéa démocratique

Le 30 septembre 1977, le peuple du Kampuchéa va célébrer le 26e anniversaire du Parti communiste, avant-garde de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Né le 30 septembre 1960, trempé et forgé dans le feu de la lutte armée, le Parti communiste a toujours dirigé cette lutte en mobilisant toutes les masses pour faire un front de lutte contre la domination coloniale et féodale, appliquant la stratégie de la guerre populaire de longue durée.

Editorial

Mesures contre les travailleurs immigrés Une offensive anti-ouvrière

Les mesures annoncées par Stoléro représentent un pas de plus, et de quelle gravité, dans la campagne menée par le pouvoir contre les travailleurs immigrés. L'été dernier, le gouvernement avait annoncé la couleur en offrant, sous le nom «d'aide au retour», un million aux chômeurs immigrés, inscrits à l'ANPE, à condition qu'ils prennent leur valise et «retournent dans leur pays».

Un million, cela représente peu de chose face à la sueur versée, à l'exploitation forcenée, aux droits auxquels ces travailleurs devaient alors renoncer.

Sur 50 000 chômeurs immigrés visés, 3 600 seulement ont cédé aux pressions et sont partis. Aujourd'hui, Stoléro veut étendre cette soi-disant aide à près d'un million de travailleurs, en France depuis au moins cinq ans, pour les refouler en dehors des frontières.

Dans ce but, il a également décidé qu'aucune nouvelle carte de travail ne serait délivrée aux immigrés et que l'entrée de leur famille en France était suspendue pour trois ans.

Ces pressions s'accompagnent de menaces très claires de répression accrue. Certes, Stoléro proteste contre ce qu'il appelle les «abus racistes», c'est-à-dire en fait les agressions qui se multiplient ces derniers temps et dans lesquelles la police a trempé à plusieurs reprises. En même temps, il joue cartes sur table : «S'il n'est pas question de transformer la France en pays policier... il y aura de plus en plus nécessité de faire la différence entre ceux qui sont en règle et ceux qui, dépourvus de titres de séjour ou de travail, doivent quitter la France».

Comme toutes les fois que les travailleurs immigrés sont victimes d'un mauvais coup, c'est la classe ouvrière toute entière qui est visée. Stoléro déclare que la deuxième phase de son opération «aide au retour», selon lui, «libérer 160 000 emplois» laissant entendre une fois de plus que les travailleurs immigrés viennent prendre le pain des Français, que ce sont eux les responsables du chômage.

En même temps (il ne faut pas l'oublier, il est également secrétaire d'État au travail manuel), il se montre plein de menaces vis-à-vis des travailleurs français, notamment des jeunes et de ceux qui se retrouvent au chômage. «Ce n'est pas la peine de lancer des cocoricos à l'étranger quand on n'est pas capable de ramasser les poubelles dans son propre pays» a-t-il déclaré.

Ce que cache cette phrase cynique, c'est la volonté d'obliger les travailleurs à prendre du travail sous-payé, des emplois précaires.

Ainsi les mesures de Stoléro contre les travailleurs immigrés constituent en fait un mauvais coup contre tous les travailleurs. Les raisons en sont claires. La bourgeoisie monopoliste, dont le gouvernement n'est qu'un instrument, cherche à tout prix à préserver ses profits face à la crise capitaliste. Elle veut en faire porter tout le poids à la classe ouvrière. Il lui faut donc tenter de la diviser pour l'affaiblir. Face à cette offensive du pouvoir, la classe ouvrière doit resserrer ses rangs et montrer une solidarité de classe à l'égard des travailleurs immigrés.

ment nouvelle dont le pays a besoin».

Mais il a déclaré que le PCF avait fait le maximum de concessions en matière, notamment, de nationalisations et que, désormais, c'était à Mitterrand de faire un pas. «Mitterrand, a-t-il ajouté, a dit non». Prenant les travailleurs présents à témoin de l'inquiétude que cela devait susciter, il n'a pas trouvé d'autres propositions à leur faire pour sortir les négociations de l'impasse, que «d'adhérer au PCF». Ces partis bourgeois, qui étalent au grand jour leur dispute pour le pouvoir et la plus grosse part du gâteau, font appel l'un comme l'autre aux travailleurs. Mais ceux-ci constatent que si leurs suffrages et leur confiance sont sollicités, ils n'ont pas part aux décisions qui se prennent ailleurs.

Ceci ne manquera pas de les faire réfléchir. Le seul rôle qui leur est réservé par ces partis bourgeois n'est-il pas finalement celui de masse de manœuvre ?

Le 8 octobre 1977 LA CHINE 1 AN APRES LA MORT DU PRESIDENT MAO De 15 H à 24 H à la Mutualité Programme

Grande salle : 15 h à 16 h Films
16 h à 17 h 30 Meeting
17 h 30 à 18 h 30 Documentaires
22 h 30 Grand film : La milicienne de la mer.
1er étage : Expo-photo, papiers découpés, buffet
Salle 3 : Forums : vivre et travailler en Chine
19 h 15 à 20 h 45 : Les Chinois dans leur quartier.
21 h-21 h 30 : La Chine un an après la mort de Mao Tsé-toung.
Salle G : Présentation de films super 8 des AAFC et témoignages directs.
Palais des enfants de 15 h à 19 h - Entrée 10 F



Conférence nationale sur la recherche scientifique et technique DEVELOPPER L'EXPERIMENTATION SCIENTIFIQUE

En Chine vient de se tenir la première conférence sur la recherche scientifique et technique.

La résolution du XI^e Congrès du Parti communiste chinois se termine par un appel à «faire de notre pays, avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste puissant et moderne», afin d'apporter une plus grande contribution à l'humanité.

Pour cela, les camarades chinois associent étroitement la lutte de classe, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique.

Dans le rapport au XI^e Congrès, le président Houa Kouo-feng précisait : «La recherche scientifique doit marcher en tête de l'édification économique».

UN BILAN TRES RICHE

Cette conférence a permis de tirer le bilan du premier programme de développement scientifique et technique réalisé en Chine depuis 28 ans. La Chine, qui est un pays du tiers monde, a établi et développé de nouveaux secteurs technologiques et scientifiques. Elle a brisé le monopole technique et le blocus économique établi par l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique.

En 1964, c'était l'explosion de la première bombe atomique chinoise. Dans les années soixante, c'était aussi la création et le développement du champ pétrolier de Tating, au moyen de techniques avancées.

C'était aussi l'aménagement des montagnes et des cours d'eau à l'exemple de la brigade de Tatchai. La médecine traditionnelle chinoise a été associée à la médecine occidentale. On a enregistré de nombreuses découvertes dans le domaine de la génétique, des mathématiques et dans la science de l'atome.

Le développement des sciences et des techniques avait été entravé par la bande des Quatre. La conférence nationale sur les sciences a donc eu pour tâche de mobiliser l'enthousiasme révolutionnaire du personnel scientifique et technique et des masses ouvrières et paysannes. Elle devait permettre de renforcer la direction unique



Les membres d'une équipe médicale de Changhaï propagent les connaissances sur la prévention contre le cancer parmi les ouvrières d'une usine textile.

du parti sur la recherche scientifique et technique afin de mieux développer l'initiative des instances locales et des masses ouvrières et paysannes. Les participants ont constaté qu'un mouvement de masse pour développer en grand les sciences s'affirme et se développe à l'échelon national. Le mouvement pour l'expérimentation scientifique mené par les ouvriers et les paysans, encouragés en cela par le Comité central, gagne en ampleur.

TAKING : «COMPTER SUR LA TECHNOLOGIE CHINOISE ET SUR LA FORCE DES MASSES».

Au cours de l'édification de l'exploitation du champ pétrolier de Tating, les ouvriers, en combinant l'ardeur révolutionnaire et les méthodes scientifiques, ont créé environ cinquante nouvelles technologies, de niveau mondial, avancées dans les domaines de l'extraction, de l'injection d'eau et des essais par couche de sorte que, pour la grande majorité des puits, le pétrole continue à jaillir comme il y a de nombreuses années et que les rendements restent toujours élevés et stables.

En Chine, le mécanisme de la recherche, ce n'est pas la logique du profit : la recherche scientifique et technique est au service de l'édification du socialisme pour que la Chine devienne un pays puissant et moderne au service de la révolution mondiale ; d'autre part, elle vise à élever le niveau de vie et le bien-être des masses populaires en dominant mieux la nature. Pour développer la recherche et les découvertes scientifiques, le parti s'appuie sur les masses ouvrières et paysannes. Ainsi une enquête sur le cancer de l'œsophage est menée par 1,8 millions de médecins aux pieds-nus et de spécialistes.

Elle porte sur 500 millions de personnes. De même pour la météorologie. Elle sert à éviter les catastrophes naturelles et à préserver l'industrie et l'agriculture, elle est basée sur des dizaines de millions de stations-météo dans les provinces, les districts et les communes populaires. Elle fait appel aux observateurs amateurs. C'est cette mobilisation des masses ouvrières et paysannes qui permet d'éviter les calamités naturelles, de préserver les récoltes en luttant contre la sécheresse ou les inondations.



Dénonçons les falsificateurs (1) IL N'EST PAS VRAI QUE LE PROFIT CAPITALISTE AIT ETE RETABLI EN CHINE

Nous publions dans ce numéro un article sur la Chine paru dans «Clarté», organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

Plusieurs lecteurs nous ont demandé d'exposer notre point de vue sur ce qu'ils avaient lu dans divers journaux et entendu à la RTB, qu'en Chine on allait mettre le profit au poste de commandement. Si cette nouvelle est vraie, ne s'agit-il pas de revenir à l'exploitation des travailleurs, n'est-ce pas là prendre le chemin de l'URSS ?

Il est évident qu'ils s'agit de calomnie pure et simple. La bourgeoisie déforme systématiquement le contenu de la presse chinoise et notamment d'un important éditorial paru le 27 août dans le «Renmin Ribao» (Quotidien du Peuple), pour lui faire dire exactement le contraire de ce qui y est dit. Tous les ennemis de la Chine qui sont en même temps les ennemis du socialisme et du communisme s'assemblent dans cette besogne de falsification et de dénigrement. Ceux qui ne cachent pas leur nature réactionnaire bourgeoise font mine de se réjouir parce que leur but est de saper la confiance des travailleurs, miner la conscience révolutionnaire. D'autres, dont la nature profonde est identique, mais qui se couvrent d'un langage de gauche, voire d'extrême gauche, veulent faire croire qu'en dépit de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et la mobilisation permanente des masses, le chemin suivi par l'URSS - retour du socialisme au capitalisme - est inévitable. Tuer l'espoir des travailleurs, briser le combat révolutionnaire, voilà ce qu'ils veulent faire.

Dégonfler des slogans d'extrême-gauche en apparence, contre-révolutionnaires en fait

Quelle est la réalité ? On



Mais si les paysans ont de mauvaises récoltes, si le ravitaillement est mauvais, les masses ne pourront être satisfaites ; elles se détacheront de la révolution.

sait qu'en Chine une clique d'aventuriers d'extrême-droite agissant sous un masque ultra-révolutionnaire a sévi tout un temps, a pu avoir une influence importante sur certains secteurs économiques, sur certaines régions. C'est la sinistre bande des Quatre, écrasée par le parti et par le peuple. Par exemple, elle a répandu des slogans absurdes comme ceux-ci :

«Peu importe que les trains arrivent à l'heure ou en retard, du moment que les cheminots parlent de la révolution».

Or, il est évident que si les trains arrivent en retard, les communications

sont désorganisées, les transports sont déficients, il en résulte des perturbations dans le ravitaillement des masses, un recul dans les conditions de vie, un mécontentement général. Cela nuit à la révolution même si on fait mine d'en parler beaucoup.

«Peu importe que les récoltes soient bonnes ou

leur deux mains pour applaudir les succès de la révolution». Mais si les paysans ont de mauvaises récoltes, si le ravitaillement est mauvais, les masses ne pourront être satisfaites ; elles se détacheront de la révolution.

«Tant que la ligne est juste, les déficits et pertes ne comptent pas». Mais qui comprend que si l'économie est en perte, les entreprises en déficit, le pays court à la ruine, le peuple à la misère et tout ce qu'apporte la révolution est remis en cause.

Quel est le but du socialisme ? Servir le peuple, échapper à l'exploitation, à la pénurie, à la misère, rendre la vie du peuple meilleure. Qui ne voit que les slogans apparemment de gauche de la bande des Quatre ne visaient qu'à créer des difficultés économiques, engendrer un recul général pour tous les travailleurs, susciter des troubles à la faveur desquels ces aventuriers fascistes auraient pris le pouvoir ?

mauvaises, du moment que les masses paysannes ont

● Italie

De nouvelles traces de dioxine, le poison qui s'était échappé de l'usine Icmesa de Seveso, le 10 juillet dernier, ont été détectées dans des écoles des environs de Milan.

Suite aux analyses faites dans les établissements scolaires, il y a 15 jours, on s'est aperçu que dans les établissements où la pollution avait déjà été détectée, celle-ci est en augmentation.

● ONU



La femme et les enfants de Steve Biko.

Vendredi dernier, le groupe africain a organisé au siège de l'ONU une réunion pour honorer la mémoire de Steve Biko, leader du mouvement de la Conscience noire, mort le 12 septembre dans une prison d'Afrique du Sud.

Le président du comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid a dit que les criminels racistes ne peuvent être changés par des appels. «La seule négociation possible en Afrique du Sud doit avoir lieu sur le champ de bataille».

Le ministre des Affaires étrangères de Sierra Leone a exigé du Conseil de sécurité de l'ONU un embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud.

Au nom des pays asiatiques, le représentant népalais a affirmé que la mort du leader africain avait confirmé les agissements méprisables du régime de Pretoria.

Cette réunion a prouvé l'isolement international où se trouve le régime raciste de Vorster.

● Tchécoslovaquie

Deux contestataires tchécoslovaques, Vladimir Lastuvka et Ales Machacek, comparaissent depuis lundi devant le tribunal d'Usti Labem en Bohême du Nord.

Ils sont tous deux accusés de subversion contre la République pour contacts avec l'émigration tchécoslovaque et risquent une peine maximum de 5 ans de prison.

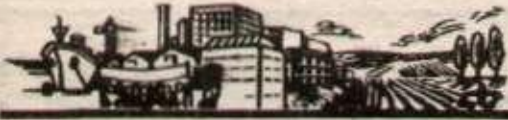
Ils furent arrêtés à quelques jours d'intervalle en janvier dernier pour avoir distribué des exemplaires de la «Charte 77» dans des usines. Cependant, ils ne sont ni l'un ni l'autre signataires de la Charte. Il semble que les deux soient accusés d'avoir eu des contacts étroits avec des milieux actifs d'émigrés tels que les Editions Palach Press, Index et Listy, et d'avoir envisagé de diffuser leurs publications en Tchécoslovaquie.

Ce procès n'est que le début d'une longue série : l'écrivain Vaclav Havel, ancien porte-parole de la Charte, le journaliste J. Lederer, etc., tous sont accusés de subversion contre la République, d'avoir des contacts avec les milieux émigrés.

Le gouvernement tchécoslovaque essaie de montrer que cette agitation est totalement orchestrée par l'Occident et qu'elle n'est pas le fruit de la situation en Tchécoslovaquie même.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29



LE BIMENSUEL No15 EST PARU

AU SOMMAIRE : Rejetez les vieux partis - La grande peur de la nouvelle bourgeoisie d'Allemagne de l'Est - Israël de plus en plus isolée - USA : impressions de voyage - Dubigeon : quelle direction pour la lutte - Grenoble : l'affaire Ben Dhiaf - Il nous faut des syndicats indépendants des partis bourgeois - Emploi des jeunes : une tarte à la crème - Maîtres-auxiliaires : témoignage - Manuels scolaires : ce qu'on enseigne à nos enfants - La fête de Brétigny - Exposition : le corps et son image - Cinéma : l'opium et le bâton - La bombe à neutrons, le canon à protons - Souscription - «Octobre aujourd'hui».

Stand des Editions du Centenaire à la foire de Marseille

Pour la 3e fois, les Editions du Centenaire seront présentes à la foire de Marseille, qui est une foire très populaire. Chaque année, elle reçoit plus d'un million et demi de visiteurs.

L'an dernier, plus d'un millier de visiteurs se sont arrêtés au stand des Editions du Centenaire pour y acheter un livre ou un objet. Parmi ce millier de personnes, de nombreux ouvriers qui fréquentent peu les librairies et qui peuvent, ainsi, grâce à la participation des Editions du Centenaire, développer leur connaissance de la République populaire de Chine et du marxisme-léninisme.

Cette année, les Editions du Centenaire consacreront une large place aux œuvres du président Mao, un an après sa mort, ainsi qu'aux réalisations chinoises depuis un an, et à la politique suivie par le Part communiste chinois.

Le stand des Editions du Centenaire porte le numéro 2 846, il est situé dans le hall No 2 au premier étage dans la partie réservée aux maisons d'édition.

Maternelles

«Moins de 1700 enfants en attente à Paris»

C'est la déclaration triomphale que vient de faire François Collet, adjoint au maire de Paris. A l'en croire, ce serait un progrès indiscutable «alors qu'il y en avait 2 100» en 1976. Chaque année, on le sait, de nombreux enfants ne trouvent pas de place dans les maternelles... ni d'ailleurs dans les crèches.

Deux tiers de ces enfants sont en effet des petits de 2 à 3 ans que leurs parents ne peuvent garder car ils travaillent tous les deux. Pour «résorber les listes d'attente», quel beau langage, Collet envisage de fourrer ces enfants dans des classes démontables, constructions précaires que l'Education nationale affectionne apparemment. Quel cynisme et quel mépris pour les enfants des travailleurs.

ro 2 846, il est situé dans le hall No 2 au premier étage dans la partie réservée aux maisons d'édition.

• Nantes

Lutte contre les centrales nucléaires 32 inculpés bravent le pouvoir !

Une conférence de presse a été organisée le 22/9 pour faire le point sur l'affaire des 32 inculpés de St-Jean de Boisseau. Rappelons les faits : le 10 juin 5 paysans étaient condamnés à Nantes, suite au registre d'utilité publique brûlé à Coueron. Ils avaient manifestement été pris comme otages pour réprimer une action à laquelle la population locale était largement favorable. En effet, la soi-disant démocratie de l'enquête d'utilité publique est largement démasquée. On sait bien dans la région que c'est en fait le premier pas vers l'implantation de force d'une centrale nucléaire.

Aussi les nombreux manifestants venus soutenir les paysans inculpés sont révoltés par un tel verdict. Un mot d'ordre circule : «Rendez-vous au Pellerin pour détruire un autre re-

gistre». Très vite, les flics de garde à l'intérieur cognent, il y a deux blessés, et dix minutes plus tard, les gardes mobiles interviennent chargeant avec violence et



giste» : ceci pour montrer que les cinq paysans ne sont pas seuls en cause et qu'une large partie de la population trouve leur action tout à fait légitime. Mais arrivée au Pellerin... devant la forte concentration des flics, la manifestation s'oriente vers Saint-Jean-de-Boisseau. En bloc, les manifestants rentrent dans la mairie et détrui-

tirant des grenades à bout portant. Pour que les flics ne prennent pas les blessés comme otage, les manifestants les entourent et trente deux d'entre eux donneront leur nom. Dans les jours suivants 34 personnes identifiées seront convoquées ou visitées par les gendarmes. Les deux blessés plus 4 autres mani-

festants seront inculpés directement. Les autres, cités comme témoins, seront presque tous inculpés pour avoir refusé de parler sans avocat.

Dans le cadre de la loi anticasseurs détruire un registre d'utilité publique est un crime ; donc, ça peut chercher loin ! Pourtant les juges qui semblaient pressés dans un premier temps sont au contraire maintenant extrêmement lents.

Les contradictions éclatent ainsi dans le camp du pouvoir et de ses juges. En effet, pour deux actions identiques, un registre brûlé à Coueron et un

registre déchiré à Saint-Jean-de-Boisseau, l'une est passée en flagrant délit tandis que l'autre traîne depuis plus de six mois. La colère et la mobilisation des travailleurs et de la population contre l'implantation de centrales nucléaires n'est sûrement pas étrangère à cette temporisation des juges.

Correspondant HR Nantes

Les trotskystes et la «gauche»

Dans le marais de l'opportunisme

Avec les contradictions qui ont éclaté au grand jour, les partis de la soi-disant gauche ont révélé sous un jour plus cru que s'ils se battaient entre eux, ce n'était pas pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais qu'il s'agissait d'un marchandage entre partis bourgeois aspirant à gérer le capitalisme.

S'offre alors deux possibilités : combattre ces partis sur ce qu'ils sont réellement ou bien les considérer comme faisant partie du camp du peuple. Les trotskistes sont de farouches partisans de la deuxième.

Prenons le cas de la Ligue de Krivine. Elle prétend être dans le camp révolutionnaire et c'est ainsi que les masses-média la présentent, pour semer la confusion chez les travailleurs. En apparence, la Ligue critique les partis dits de gauche, mais que se cache-t-il derrière ? Par exemple, dans la déclaration du Bureau politique de la Ligue,

publiée dans «Rouge» du 26/9, il est dit que Mitterrand est prêt à gérer la crise et que le PCF veut paraître plus à gauche.

Des partis «ouvriers»

Or, on a vu que le PCF est partie prenante du Programme commun, il est amené tout autant que ses partenaires à gérer cette crise ; leur alliance est une alliance bourgeoise qui ne remet nullement en cause le système capitaliste. Cela, toutes les sectes trotskistes le passent sous silence. Leur critique est mystificatrice

puisqu'ils disent que le PCF et le PS sont des partis ouvriers ! Suivant cette logique, les dirigeants de la Ligue appellent à faire l'unité avec le PCF et le PS (dans les entreprises et les localités) pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et «discuter de ce que devrait être le programme de gouvernement du PS et du PC...» espérant avoir un strapontin par la suite.

Raccoler pour la fausse gauche

«Il faut l'unité ouvrière» titre la déclaration de la Ligue ; «faire avancer l'unité» est son maître-mot. Sur quelle base ? celle d'un «bon» Programme commun, répond la déclaration !

Tout en essayant d'apparaître critiques, les trotskistes travaillent en tout, avant tout, à dévoyer les travailleurs qui veulent rompre avec le révisionnisme et le réformisme. L'unité qu'ils prônent est contre-révolu-

tionnaire, à l'opposé de celle nécessaire pour préparer la révolution prolétarienne : celle de la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche.

Leur vrai visage

Ces partis n'ont rien à voir avec un parti révolutionnaire prolétarien. Il y a bien longtemps que le PCF a abandonné l'objectif de la révolution. Quant au PS et aux Radicaux de gauche...

La Ligue révolutionnaire communiste parle, bien sûr, de «contrôle des travailleurs» ; d'imposer des solutions ouvrières à la crise, mais comment ? Pas une seule fois, il n'est question de la seule voie à suivre : la révolution prolétarienne.

Par contre, elle préconise de «solidifier le front syndical commun» aux bords de l'Union de la gauche.

Les trotskistes montrent bien ainsi dans quel camp ils se trouvent ; celui de la contre-révolution.



La presse révolutionnaire

Il faut que notre «Humanité rouge» se développe chaque jour, par l'apport en informations et argent, en critiques et en suggestions de chacun de nos lecteurs. La campagne pour les 60 millions avant la fin de l'année est une campagne pour notre combat politique fondamental : la révolution prolétarienne en France.

Ce qu'en disait Lénine (4)

«Un gigantesque soufflet de forge»

«Ce journal serait comme social-démocrates (*), et, une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte des classes et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et commune dant toute l'acceptation du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés. Sur les échafaudages ou les tréteaux de cette organisation commune en construction, nous verrions monter bientôt, sortant des rangs de nos révolutionnaires, des Jéliabov, tarians».

«Voilà à quoi il nous faut rêver !» (Lénine dans «Que faire» 1902)

Ce rêve que les Bolchéviks de Lénine ont construit pierre par pierre, journalistes et lecteurs, nous le construisons chaque jour, pour que vive l'Humanité rouge.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !



● Paris-Rhône - Lyon

Expulsion d'un travailleur immigré

La bourgeoisie monopoliste déverse dans ses journaux, à la radio, à la télé une campagne raciste d'envergure. Le racisme a toujours été un moyen pour faire en sorte que les travailleurs oublient les vraies raisons de leur exploitation : le système capitaliste. Aujourd'hui, cela prend une ampleur sans précédent. Un camarade de Paris-Rhône nous a envoyé un article sur une expulsion de travailleur immigré dans sa boîte. Laissons-lui la parole.

La semaine dernière, deux flics en tenue sont venus à Paris-Rhône pour expulser un jeune travailleur algérien. Il avait été condamné à 3 semaines de prison et 2 000 F d'amendes pour un délit mineur.

Les flics l'ont encadré pour traverser son atelier et prendre ses affaires, afin de bien renforcer les idées les plus racistes répandues par la bourgeoisie chez les travailleurs.

Suite à cette intervention, la section CFDT a publié une affiche dénonçant le caractère raciste de cette opération de police. Cette affiche disait notamment : « Il est intolérable que les flics rentrent à l'usine comme chez eux. Ils n'ont jamais embarqué le patron qui pourtant nous vole tous les jours ».

Immédiatement, un huisier sommait la section

CFDT de retirer l'affiche du panneau syndical. Celle-ci a refusé. 24 h plus tard, un délégué CFDT passait devant le tribunal des référés pour l'obliger à retirer l'affiche. La justice bourgeoise a bien sûr donné raison au patron. Cet exemple montre bien que les capitalistes sont responsables du racisme.

Les dirigeants du PCF ont fait courir toutes sortes de faux bruits sur cet ouvrier disant que c'était un « maquereau » et même qu'il était poursuivi pour meurtre. Enfin, les dirigeants de la CGT sortaient un bulletin de section regrettant seulement que les expulsions ne soient pas soumises à une procédure judiciaire comme celle prévue dans le Programme commun, mais ne s'élevant pas contre le caractère raciste de ces expulsions.

● Société maritime Shell

La grève s'étend

Les équipages de trois des pétroliers de la Shell étaient en grève depuis maintenant trois semaines pour des revendications de conditions de travail (durée d'embarquement, congés, etc.).

Il s'agissait de Leda (Fos-sur-mer), du Dollabella à Bordeaux-Verdon et du Latona à Rotterdam (Voir HR No 732).

Trois autres pétroliers ont maintenant voté la grève à Fos où tous les postes se trouvent maintenant occupés.

L'humour en brochure...



Nous venons de regrouper sous forme de brochure des dessins et caricatures parus dans notre journal ces dernières années.

Surtout n'achetez pas cette brochure !

Elle fait rire au détriment des politiciens qui nous gouvernent, elle ridiculise les patrons et les flics, elle rappelle que Marchais a condamné la lutte des Lip, que Séguéy a bien des problèmes quand éclatent certaines grèves, que les USA ont eu bien des avatars en Indochine et que Brejnev a une conception bien à lui de la démocratie !

Alors suivez les conseils de votre patron et n'achetez surtout pas cette brochure et ne la vendez pas ! D'autant plus que sa vente est destinée à soutenir un journal révolutionnaire : L'Humanité rouge. C'est d'ailleurs auprès de l'administration de ce journal que vous pouvez passer vos commandes...

Note : dans le cadre de notre campagne de souscription, prix de vente (minimum) 5 F.

● Rennes et sa région

la crise est une réalité

Nous avons reçu de Rennes une importante correspondance faisant le point sur quelques luttes importantes ainsi qu'un tract diffusé à des milliers d'exemplaires. Nous en avons extrait quelques passages importants qui, d'une part, révèlent l'ampleur

de la crise capitaliste et qui, d'autre part, prouvent la combativité de la classe ouvrière. La lutte de Prisunic, elle, montre la trahison éhontée des dirigeants de la CGT.

● Prisunic

35 licenciements signés CGT

A Prisunic, les responsables CGT, Colin et Me Breton, démobilisent les travailleurs qui en arrivent à considérer la CGT comme un nouveau patron. A tel point que, lorsque des employés se réunissent en dehors du permanent CGT, les chefs les engueulent parce qu'elles font de l'antisyndicalisme. Colin traîne les ouvrières derrière la caravane publicitaire CGT, mais ne fait rien pour les mobiliser contre les licenciements.

Colin leur dit : « Si vous vous mettez en grève, ce sera ça de moins sur les 90 % que vous pourrez toucher après ». Il n'y a rien de plus mobilisateur.

Les dirigeants CGT ont toujours refusé toute forme

de soutien. Ils ont surtout peur de voir se développer des luttes du type de celles de Mammouth, Printemps et Logeais-Janin.

Pour les dirigeants CGT, il y a aussi la peur de voir se développer des sections syndicales CFDT très combattives, qui appliquent la démocratie prolétarienne et l'unité à la base et dans l'action. La CFDT est très majoritaire dans les grands magasins à la périphérie de la ville, son implantation dans le centre de la ville, sur des bases de classe, démasquerait assez rapidement les dirigeants CGT.

En tout cas, grâce aux dirigeants CGT, 35 employés (es) ont été licenciés.

Chenaille - Dutertre

Pas de licenciements, du travail pour tous

Les travailleurs de cette entreprise sont en grève contre des licenciements que veut leur imposer la Compagnie générale de radiologie (CGR), sous-groupe du très puissant trust Thomson-CSF. La CGR structure...

Chenaille-Dutertre est une filiale de la CGR, c'est la fusion de deux boîtes « contrôlées » l'une après l'autre par la CGR.

Aujourd'hui, la CGR se dirige vers une absorption des services commerciaux et après-vente de Chenaille-Dutertre. Les conséquences sont les suivantes :

- 35 suppressions d'emploi en province, 30 à

Saint-Cloud, 5 ou 6 à Issy-les-Moulineaux, une quinzième à Paris.

L'annonce de ces mesures a suscité un très grand mécontentement chez les employés à Saint-Cloud qui sont les premiers visés à court terme avec ceux de province.

La lutte s'est engagée à travers bon nombre de difficultés dues à la dispersion des travailleurs et au fait que les sections syndicales n'étaient actives qu'à Arcueil. Les travailleurs ont organisé des assemblées générales dans un premier temps pour déterminer une action collective et résolue.

CHENAILLE-DUTERTRE

Usine d'ARCUEIL (94) : 70 ouvriers, 10 techniciens, 15 employés, 20 personnels d'encadrement, soit 115 personnes environ.

Siège de SAINT-CLOUD (92) : 30 employés, 20 cadres soit 50 personnes environ.

Agences de services après-vente à Paris et en province : 250 personnes environ.

Grève chez les lads

Les délégués CGT des lads de l'écurie « Aga Khan » de Chantilly (Oise) - entraînée par M. François Mathet - ont samedi, par une lettre recommandée, déposé un préavis de grève pour ce jour, jeudi.

Les lads réclament sans succès depuis la fin de l'année dernière un salaire mensuel de 2 800 F net, la revalorisation de leurs primes d'ancienneté, un week-end de repos tous les deux dimanches et l'application de la convention collective de la profession actuellement en vigueur : un lad montant et s'occupant au maximum quotidienne-

ment de trois chevaux.

« Nous constatons, a affirmé de son côté à la presse, M. Serge Lerusso, secrétaire général du syndicat CGT des lads, que les revendications des lads de l'« Aga Khan » ne sont pas satisfaites depuis un an environ alors que ce même propriétaire vient de se porter acquéreur de l'écurie de Mme Dupré pour la somme de 11 millions de francs ».

« Rappelons pour mémoire, a-t-il conclu, que l'Aga Khan vient par ailleurs d'encasser la somme de trente millions de francs grâce à la vente à des éleveurs américains de son crack ».

● Logeais-Janin

La voie pour les travailleurs

A Logeais-Janin, face à l'exploitation capitaliste et aux mauvaises conditions de travail, les travailleurs se sont mis en grève. Le service fruits et légumes qui ne s'était encore jamais mis en grève, l'a fait cette fois-ci avec piquet de grève et occupation.

Ils ont été rejoints par les délégués CFDT et bientôt toute l'entreprise était mobilisée. Face aux manœuvres de démobilisation et de trahison des dirigeants CGT, cette lutte montre qu'il y a une autre voie, celle de la lutte classe contre classe.

Quelques données sur

la situation de l'emploi

BERTRAND : SENS-DE-BRETAGNE, CAROLLA : DINGE, plusieurs centaines de travailleurs jetés à la rue.

PAPETERIES DE BRETAGNE : les ouvriers ont réussi à retarder la fermeture de leur usine.

SAPITEX et ARIES : projet de dépôt de bilan

PRISUNIC : 35 licenciements sur 85 travailleurs

HELOIN-LEMARCHAND : 101 licenciements soit un tiers des effectifs

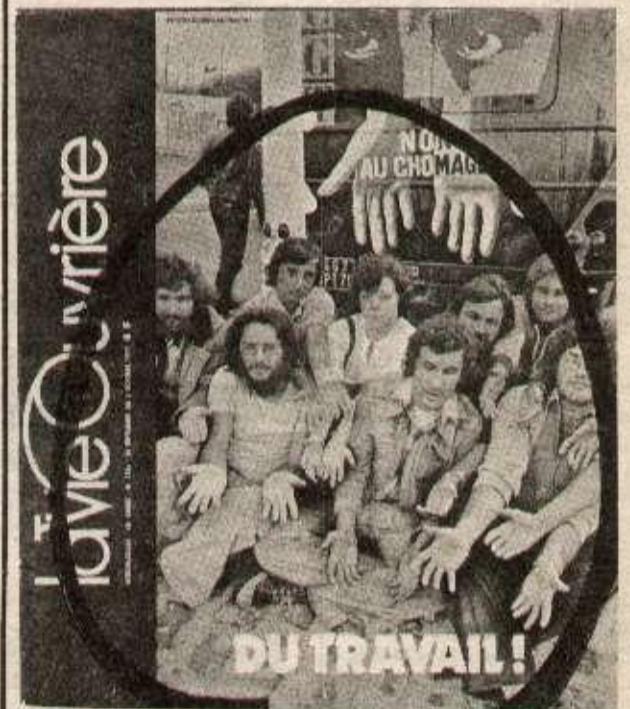
ETERNIT : 99 menaces de licenciements

RENNAISE de fabrication : menaces de licenciements

Il y a 17 000 chômeurs en Ille-et-Vilaine dont 9 000 à Rennes.

**QUAND VOUS AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
FAITES-LE LIRE AUTOUR
DE VOUS**

**Seguy voudrait voir
la jeunesse à genoux**



Stoléro propose aux jeunes de devenir « petits patrons » grâce à son fameux plan d'épargne, et Séguéy leur demande de faire la manche !

700 000 chômeurs de moins de 25 ans : Ça fait de la colère accumulée contre le capitalisme et ses larbins. La bourgeoisie en fait des cauchemars. Il pourrait bien arriver à Séguéy ce qui est arrivé au printemps dernier à son compère Lama (dirigeant de la CGIL, syndicat italien). La jeunesse ne se laisse pas chloroformer, c'est debout qu'elle lutte contre le capital !